

PRÉFECTURE DU TARN

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau de l'environnement
ICPE N° 0500079

Albi, le 11 février 2009

ARRETE

mettant en demeure la société RAGT Plateau Central S.A.
située route de Fauch sur le territoire de la commune d'Albi
de respecter certaines dispositions réglementaires

Le Préfet du Tarn
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.511-1 à L.517-2 et R.512-1 à R.517-10 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier l'article L.514-1 ;

Vu le décret du 1er février 2007, publié au journal officiel de la République Française du 2 février 2007, portant nomination de M. François PHILIZOT en qualité de préfet du Tarn ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2007, paru au recueil des actes administratifs le 3 septembre 2007, donnant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1984 autorisant la société RAGT S.A. à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour le bétail d'une capacité de production de 95.000 t/an équipée de silos de stockage de céréales dont la contenance totale est de 9.220 m³ et située route de Fauch sur le territoire de la commune d'Albi ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2007 autorisant la société RAGT Plateau Central S.A. à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments composés pour le bétail située route de Fauch sur le territoire de la commune d'Albi ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 30 janvier 2009 ;

Considérant que la société RAGT Plateau Central S.A. a fait réaliser une étude de dispersion atmosphérique, en novembre 2007, mettant en évidence le non respect de la fréquence de dépassement de la valeur de 5 ouE/m³ pour son établissement situé route de Fauch sur le territoire de la commune d'Albi,

Considérant que la société RAGT Plateau Central S.A. n'a pas engagé la réalisation d'une étude technique visant à identifier les sources odorantes le plus en amont possible, à caractériser leurs émissions (canalisées, diffus) et à définir les meilleures techniques disponibles à mettre en place en vue de s'assurer du traitement des odeurs générées par le fonctionnement de son établissement situé route de Fauch sur le territoire de la commune d'Albi,

Considérant, dès lors, aux fins d'assurer le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, qu'il convient de mettre en demeure la société RAGT Plateau Central S.A., pour son établissement situé route de Fauch sur le territoire de la commune d'Albi de respecter certaines dispositions techniques relatives les réductions des émissions d'odeurs,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

A r r ê t e

Article 1^{er} : La société RAGT Plateau Central S.A. est mise en demeure, sous un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé route de Fauch sur le territoire de la commune d'Albi, de respecter les prescriptions suivantes :

Article 3.7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 7 juin 2007

" Dans le cas où la fréquence de dépassement n'est pas respectée, l'exploitant doit identifier les sources odorantes le plus en amont possible, caractériser leurs émissions (canalisées, diffus) et définir les meilleures techniques disponibles à mettre en place en vue de s'assurer du traitement des odeurs. Ces recherches font l'objet d'une étude technique permettant de formaliser et d'argumenter le ou les choix retenus. Cette étude technique est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 3 mois suivant la remise de l'étude de dispersion. "

Article 2 : Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté, la société RAGT Plateau Central S.A. n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales éventuelles.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le maire d'Albi et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à la mairie d'Albi pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à Albi, le 11 février 2009

Pour le préfet,
et par délégation,
le secrétaire général,



Eric MAIRE

Délais et voie de recours :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulouse par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié
- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.